

Réformes fiscales 2016 et 2017 concernant les sociétés : quelles applications pratiques ? Quelles annonces ?

L'année 2016 a été marquée par une série de réformes fiscales, la réforme principale étant le remplacement de l'Impôt sur le Revenu des Collectivités (IRC) minimum par un Impôt sur la Fortune (IF) minimum. Plusieurs circulaires émises en 2016 (la dernière datant du 25 juillet) sont en outre venues clarifier l'application pratique de la réforme relative à l'IF. En parallèle, un projet de loi (n° 7020) a été déposé par le ministre des Finances le 26 juillet 2016 concernant les réformes fiscales qui, en cas d'adoption du projet de loi, entreraient pour la plupart en vigueur à partir de l'année d'imposition 2017.

Ce projet de loi prévoit notamment une augmentation du montant de l'IF minimum pour les sociétés ayant plus de 90 %/350.000 EUR d'actifs financiers à leur bilan. Il apporte également certaines précisions sur les conditions de maintien de la réduction de l'IF « normal », par constitution d'une réserve quinquennale spéciale, en cas de fusion ou de transfert de siège.

Dans un souci de cohérence, le régime de l'IF sera appréhendé de façon globale, qu'il s'agisse de l'IF minimum ou de la réduction de l'IF normal, que la disposition soit reprise par une loi, un projet de loi ou une circulaire.

Les autres dispositions seront abordées en fonction de l'année de leur (potentielle) entrée en vigueur : 2016 ou 2017.

L'IMPÔT SUR LA FORTUNE

1. L'introduction de taux d'IF dégressifs

Selon le mécanisme en vigueur jusqu'en 2015, l'IF était déterminé sur base de la valeur unitaire de la société à laquelle un taux de 0,5 % était appliqué. Ce taux était un taux fixe unique applicable indépendamment du montant de la valeur unitaire.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la loi a introduit un barème dégressif pour le calcul de l'IF avec :

- un taux d'imposition de 0,5 % applicable sur la partie de la fortune nette inférieure ou égale à 500.000.000 EUR ;
- un taux d'imposition de 0,05 % applicable sur la partie de la fortune nette supérieure à 500.000.000 EUR

En pratique : une société dont la valeur unitaire se monte à 650.000.000 EUR sera redevable d'un IF se montant à 2.575.000 EUR en 2016 calculé comme suit :

$$\text{IF 2016} = (0,5 \% \times 500.000.000 \text{ EUR}) + (0,05 \% \times 150.000.000 \text{ EUR}) = 2.575.000 \text{ EUR.}$$

A titre de comparaison, l'IF dû en 2015 sur la même valeur unitaire se serait monté à 3.250.000 EUR.

Ainsi, le montant d'IF sera moins élevé en 2016 pour les fortunes très importantes.

2. L'impôt sur le revenu des collectivités minimum est aboli

Depuis 2011, il existait au Luxembourg un IRC minimum. Or, la Commission européenne considérait que ce système d'imposition minimum était incompatible avec le principe d'exonération inclus au sein de la directive mère-filiales, en particulier au regard de l'exonération des dividendes pour les sociétés de participations financières.

Le Luxembourg a ainsi dû abolir son IRC minimum à compter de 2016. L'IRC minimum précédemment payé et non encore imputé reste cependant reportable, comme le souligne explicitement la circulaire I.Fort. n° 51 du 25 juillet 2016. Il est donc crucial pour les sociétés concernées de continuer à tenir un tableau de l'IRC minimum reportable, afin de vérifier son imputation à bon escient les années à venir.

Afin de ne pas subir une perte de recettes importante, l'IRC minimum a été remplacé par un IF minimum au mécanisme similaire. En effet, l'IF n'est pas un impôt couvert par la directive mère-filiales, contrairement à l'IRC, et ne devrait donc pas soulever de problématiques à l'échelle européenne.

3. Un IF minimum est introduit

Un IF minimum dont le mécanisme est en grande partie calqué sur l'IRC minimum a été introduit au 1^{er} janvier 2016. Ainsi, les sociétés de capitaux luxembourgeoises sont dorénavant soumises alternativement soit :

- à un IF minimum de 3.210 EUR pour les sociétés dites « financières » dont les immobilisations financières, valeurs mobilières, créances intragroupe et avoirs en banque (comptes 23, 41, 50 et 51 du Plan Comptable Normalisé) excèdent 90 % du

total du bilan ainsi qu'un montant de 350.000 EUR ; soit, si ces conditions ne sont pas remplies ;

- à un IF minimum compris entre 535 EUR et 32.100 EUR, variant selon le total du bilan de la société. Un niveau d'imposition supplémentaire a notamment été introduit (tranche de 32.100 EUR), par rapport au régime précédent et s'applique aux sociétés dont le total du bilan excède 30.000.000 EUR.

IF minimum dû	Total du bilan de la société
535 EUR	≤ 350.000 EUR
1.605 EUR	350.001 EUR – 2.000.000 EUR
5.350 EUR	2.000.001 EUR – 10.000.000 EUR
10.700 EUR	10.000.001 EUR – 15.000.000 EUR
16.050 EUR	15.000.001 EUR – 20.000.000 EUR
21.400 EUR	20.000.001 EUR – 30.000.000 EUR
32.100 EUR	> 30.000.000 EUR

Attention : à la différence de l'IRC minimum, l'IF minimum ne constitue pas une avance imputable sur les dettes d'IF à venir. Il peut en revanche être réduit (voir ci-après).

Suivant le projet de loi n° 7020, une augmentation de l'IF minimum dû par les sociétés « financières » aurait lieu dès 2017 en passant de 3.210 EUR à 4.815 EUR.

4. Comment déterminer l'IF minimum applicable ?

Le total du bilan à prendre en compte pour la détermination de l'IF minimum applicable est le total du bilan commercial de clôture de l'année antérieure – qu'il s'agisse d'une clôture au 31 décembre ou d'une clôture à une date différente, en raison d'un exercice divergent. Toutefois, les immeubles et les établissements stables situés dans des Etats avec lesquels le Luxembourg a conclu une convention visant à éviter la double imposition sont exclus de ce total dans la mesure où le droit d'imposition lié à ces revenus appartient exclusivement à l'Etat étranger.

L'IF minimum applicable est donc déterminé sur base du bilan commercial de la société ainsi retraité.

Il est important de noter qu'il n'est pas possible d'effectuer des retraitements basés sur la BewG/ loi concernant l'évaluation des biens et valeurs afin de ne pas vider l'IF minimum de sa substance. Les immeubles, ainsi que les participations, sont à évaluer à leur valeur comptable. Parallèlement, les participations détenues dans des sociétés dites « transparentes » ne peuvent pas être remplacées par les actifs et passifs sous-jacents.


5. Qu'en est-il des véhicules d'investissement et des établissements stables

Les sociétés de titrisation, SICAR, SEPCAV et ASSEP restent tout comme par le passé exonérées d'IF. Elles sont toutefois expressément soumises à l'IF minimum. En effet, ces sociétés étaient auparavant soumises à l'IRC minimum, il était donc nécessaire de prévoir expressément leur soumission au nouvel impôt minimum pour que leur charge fiscale reste inchangée.

Les établissements stables luxembourgeois restent exclus du régime d'imposition minimal tout comme par le passé.

Quel mode d'emploi suivre ?

Le calcul de l'IF dû pour l'année par les sociétés résidentes luxembourgeoises est effectué comme suit :

Etape 1	Calcul de l'IF normal sur base des taux dégressifs.
Etape 2	Détermination de l'IF minimum applicable en théorie.
Etape 3	Calcul de l'IF minimum réduit. En effet, l'IF minimum peut être réduit via imputation de l'IRC de l'année précédente (contribution au fonds pour l'emploi incluse et déduction faite des bonifications d'impôts effectivement imputées).
Etape 4	Comparaison de l'IF normal et de l'IF minimum réduit afin de déterminer quel impôt est applicable à la société concernée : ➤ Si l'IF minimum réduit est supérieur à l'IF normal, l'IF minimum réduit est applicable. ➤ Si l'IF minimum est inférieur ou égal à l'IF normal, l'IF normal réduit est applicable.
Etape 5	Si l'IF normal est applicable, il peut, le cas échéant, être réduit via la constitution d'une réserve IF quinquennale dans la limite de l'IRC de l'année précédente et à condition que l'IF normal réduit soit au minimum égal à l'IF minimum réduit théoriquement applicable.  Si l'IF normal est égal à l'IF minimum réduit, il n'est pas possible de constituer de réserve quinquennale car le butoir pour la réduction de l'IF normal, à savoir l'IF minimum réduit, est atteint.

6. Précisions relatives à la réduction de l'IF minimum (étape 3) : la règle générale

La règle générale s'applique à partir de l'année 2017 (l'année 2016 servant d'année de transition).

La réduction de l'IF minimum est au maximum égale au montant de l'IRC de l'année précédente (contribution au fonds pour l'emploi incluse et après déduction des bonifications d'impôts effectivement imputées) c'est-à-dire que :

→ IF minimum réduit = IF minimum applicable - IRC de l'année précédente

→ IF minimum 2017 réduit = IF minimum 2017 applicable - IRC 2016

En pratique : comment calculer l'IF minimum 2017 (basé sur le bilan au 31.12.2016) ?

Données Valeur unitaire de la société commerciale = 5.000.000 EUR
IRC 2016 avant imputation des bonifications d'impôt = 30.000 EUR

Bonifications d'impôts disponibles = 9.600 EUR

Bonifications effectivement imputées = 9.600 EUR

IRC 2016 après imputation effective des bonifications d'impôts = 30.000 EUR - 9.600 EUR = 20.400 EUR

Etape 1 IF normal = 5.000.000 EUR x 0,5 % = **25.000 EUR**

Etape 2 IF minimum 2017 selon les actifs du bilan au 31.12.2016 (ratio d'actifs financiers non atteint) = **32.100 EUR**

Etape 3 Réduction de l'IF minimum encadrée :
Limite IRC 2016 : l'IF minimum (32.100 EUR) peut être réduit au maximum d'un montant égal à l'IRC 2016 après déduction des bonifications d'impôts effectivement imputées (20.400 EUR).

→ IF minimum 2017 réduit = 32.100 EUR - 20.400 EUR = **11.700 EUR**

Etape 4 IF normal 2017 (25.000 EUR) > IF minimum 2017 réduit (11.700 EUR)

IF 2017 dû = IF normal de 25.000 EUR

7. Réduction de l'IF minimum : l'exception pour 2016

A titre exceptionnel, l'année 2016 suit un régime légèrement différent car il s'agit d'une année de transition.

La réduction de l'IF minimum est au maximum égale à l'IRC « normal » 2015 (contribution au fonds pour l'emploi incluse et après déduction des bonifications d'impôts effectivement imputées) c'est-à-dire que :

→ IF minimum 2016 réduit = IF minimum 2016 - IRC normal 2015⁽¹⁾

En pratique : comment calculer l'IF minimum 2016 (basé sur le bilan au 31.12.2015) ?

Données Valeur unitaire de la société commerciale = 5.000.000 EUR
IRC minimum 2015 = 21.400 EUR
IRC « normal » (théorique) 2015 = 20.000 EUR

Etape 1 IF normal = 5.000.000 EUR x 0,5 % = **25.000 EUR**

Etape 2 IF minimum 2016 selon les actifs du bilan au 31.12.2015 = **32.100 EUR**

Etape 3 Réduction de l'IF minimum encadrée :

Limite IRC normal 2015 : l'IF minimum (32.100 EUR) peut être réduit au maximum d'un montant égal à l'IRC « normal » théorique 2015 (20.000 EUR).

→ IF minimum 2016 réduit = 32.100 EUR - 20.000 EUR = **12.100 EUR**

Etape 4 IF normal 2016 (25.000 EUR) > IF minimum réduit 2016 (12.100 EUR)

IF 2016 dû = IF normal de 25.000 EUR

8. Constitution d'une réserve pour l'IF normal

Pour rappel, les sociétés luxembourgeoises soumises à l'IF pouvaient déjà obtenir une réduction d'impôt via la création d'une réserve avant 2016. Cette réserve s'élève à un montant égal à 5 fois la réduction accordée et est à maintenir au bilan pendant une durée de 5 ans.

Cependant, le montant de la réserve est soumis à deux limites :

- la réserve IF est limitée à 5 fois le montant de l'IRC de l'année précédente (contribution au fonds pour l'emploi incluse et avant⁽²⁾ imputation des bonifications d'impôts) ;
- l'IF réduit via la constitution d'une réserve quinquennale ne peut pas être inférieur à l'IF minimum réduit 2016 (basé sur le bilan au 31.12.2015).

En pratique, la réserve quinquennale correspondante est à comptabiliser dans le bilan de l'année 2016. La demande de réduction de l'IF 2016 est quant à elle à effectuer dans la déclaration fiscale 2015.

En pratique : comment calculer le montant de la réserve pour l'IF 2017 ? Il convient d'abord de s'assurer que l'IF normal est applicable et non l'IF minimum réduit (étapes 1 à 5 du mode d'emploi ci-dessus).

Données Valeur unitaire = 7.000.000 EUR

IRC 2016 avant imputation des bonifications pour impôts = 20.000 EUR

IRC 2016 après imputation effective des bonifications pour impôts = 19.000 EUR

Etape 1 IF normal = 7.000.000 EUR x 0,5 % = **35.000 EUR**

Etape 2 IF minimum 2017 selon les actifs du bilan au 31.12.2016 = **16.050 EUR**

Etape 3 Réduction de l'IF minimum⁽³⁾ encadrée :

Limite IRC 2016 : l'IF minimum (16.050 EUR) peut être réduit au maximum d'un montant égal à l'IRC 2016 après imputation des bonifications pour impôts (19.000 EUR)

→ IF minimum 2017 réduit = 16.050 EUR - 19.000 EUR < 0

Etape 4 IF normal 2017 (35.000 EUR) > IF minimum 2017 réduit (0 EUR)

IF applicable = IF normal = **35.000 EUR**

Etape 5 Réduction de l'IF normal (par constitution d'une réserve IF quinquennale) encadrée par deux limites :

Limite IRC 2016 : l'IF normal (35.000 EUR) peut être réduit au maximum d'un montant égal à l'IRC 2016 avant imputation des bonifications d'impôts (20.000 EUR)

→ IF normal 2016 réduit = 35.000 EUR - 20.000 EUR = 15.000 EUR

Limite IF minimum 2017 : l'IF réduit (15.000 EUR) ne peut pas être inférieur à l'IF minimum 2017 réduit (0 EUR), ce qui est bien le cas ici.

→ Réserve quinquennale = 5 x 20.000 EUR = 100.000 EUR

IF 2017 dû (si constitution d'une réserve) = 15.000 EUR

9. Quel est l'impact de l'IF minimum dans le cadre d'une intégration fiscale ?

Pour rappel, le mécanisme d'intégration fiscale n'existe qu'aux fins de l'IRC et de l'Impôt Commercial Communal (ICC). Il permet à différentes sociétés de compenser entre elles leurs pertes et bénéfices respectifs. Une seule cote d'IRC et d'ICC est alors établie pour toutes les sociétés du groupe dans le chef de la société intégrante.

Se poser la question de l'impact de la réforme de l'IF sur les groupes intégrés pourrait donc sembler avoir peu de sens. Toutefois, celle-ci a un certain impact sur l'intégration fiscale, en particulier au regard de l'IF minimum.

- Tout d'abord, la détermination de l'IF minimum et le calcul de l'IF minimum réduit des sociétés faisant partie d'un groupe intégré s'effectue de manière analogue aux sociétés non intégrées.

En revanche, l'IRC du groupe n'est utilisable qu'une seule fois dans le cadre de la réduction de l'IF minimum de chaque société du groupe intégré. On réduit en effet, dans la mesure du possible, tour à tour, l'IF minimum dû par chaque société dans un ordre de priorité précis, à savoir :

- l'IF minimum des sociétés intégrées par ordre décroissant de valeur unitaire (les fortunes les plus importantes en premier) ; puis,
 - l'IF minimum de la société mère intégrante ou de la filiale intégrante suivant qu'il s'agit d'une intégration fiscale « verticale » ou « horizontale ».
- De plus, le total cumulé de l'IF minimum dû par chaque société du groupe intégré est plafonné à 32.100 EUR par groupe. Lorsque ce plafond est dépassé, l'IF minimum total doit être

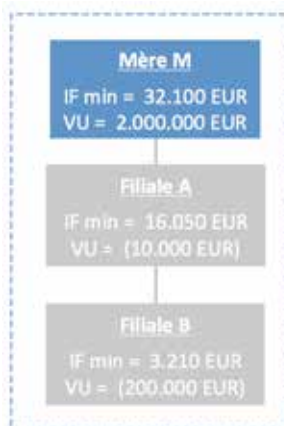
réduit dans le chef de chaque membre du groupe, tour à tour, selon l'ordre de priorité précédemment mentionné. Toutefois, l'IF minimum ainsi réduit dans le chef de chaque société du groupe ne peut être inférieur à l'IF théoriquement applicable à la société.

En pratique : comment réduire l'IF minimum 2017 dû par chaque société du groupe intégré ?

1. Calcul de l'IF minimum réduit des sociétés faisant partie d'un groupe intégré

Mère M, Filiale A et Filiale B sont chacune soumises en 2017 à l'IF minimum. Il convient donc d'examiner comment réduire – séparément – l'IF de chaque société :

- Filiale A peut réduire son IF minimum (16.050 EUR) en imputant, la première, l'IRC 2016 du groupe ;
- Filiale B peut réduire son IF minimum (3.210 EUR) en imputant, la seconde, l'IRC 2016 restant du groupe ;
- Mère M peut réduire son IF minimum (32.100 EUR) en imputant, la dernière, l'IRC 2016 restant du groupe.



Filiale A

Données Valeur unitaire négative = (10.000 EUR)
IRC 2016 du groupe = 18.800 EUR

Etape 1 IF normal = (10.000 EUR) x 0,5 % = **0 EUR**

Etape 2 IF minimum 2017 selon les actifs du bilan au 31.12.2016 = **16.050 EUR**

Etape 3 Calcul de l'IF minimum réduit :
Limite IRC 2016 du groupe : l'IF minimum (16.050 EUR) peut être réduit au maximum d'un montant égal à l'IRC 2016 du groupe (18.800 EUR).
→ IF minimum 2017 réduit =
16.050 EUR - 18.800 EUR < 0 EUR

Etape 4 IF minimum 2017 réduit (0 EUR) = IF 2017 normal (0 EUR)
IF 2017 dû = 0 EUR

- Montant d'IRC du groupe utilisé pour la réduction =
16.050 EUR - 0 EUR = 16.050 EUR
- Montant utilisable restant = 18.800 EUR - 16.050 EUR = 2.750 EUR

Filiale B

Données Valeur unitaire négative = (200.000 EUR)
IRC 2016 du groupe restant = 2.750 EUR

Etape 1 IF normal = (200.000 EUR) x 0,5 % = **0 EUR**

Etape 2 IF minimum 2017 selon les actifs du bilan au 31.12.2016 = **3.210 EUR**

Etape 3 Calcul de l'IF minimum réduit :
Limite IRC 2016 du groupe : l'IF minimum (3.210 EUR) peut être réduit au maximum d'un montant égal à l'IRC 2016 restant du groupe (2.750 EUR)
→ IF minimum 2017 réduit = 3.210 EUR - 2.750 EUR =
460 EUR

Etape 4 IF minimum 2017 réduit (460 EUR) > IF normal 2017 (0 EUR)
IF minimum 2017 réduit dû = 460 EUR

- Montant d'IRC du groupe utilisé pour la réduction =
3.210 EUR - 460 EUR = 2.750 EUR
- Montant utilisable restant = 2.750 EUR - 2.750 EUR = 0 EUR

Mère M

Mère M ne peut pas réduire son IF minimum 2017 puisque la totalité de l'IRC 2016 du groupe a déjà été utilisée par Filiale A et Filiale B pour réduire leur propre IF minimum.

2. Plafonnement de l'IF minimum du groupe à 32.100 EUR

Le total d'IF minimum cumulé (après réduction) de chaque société du groupe intégré se monte à 32.560 EUR et se décompose comme suit :

- IF minimum réduit de Filiale B = 460 EUR
- IF minimum réduit de Mère M = 32.100 EUR

Toutefois, ce total cumulé est limité à 32.100 EUR par groupe. Ainsi une réduction supplémentaire d'un montant de 460 EUR est possible (32.560 - 32.100 EUR). Le même ordre de priorité doit être respecté.

Filiale A

Pour Filiale A, aucune réduction n'est possible puisque l'IF minimum a déjà été réduit à son maximum (0 EUR).

Filiale B

Pour Filiale B, une réduction est encore possible puisque le montant de l'IF minimum déjà réduit une 1^{ère} fois (460 EUR) n'a pas atteint la limite de 0 EUR. Une réduction supplémentaire est donc possible (460 EUR). L'IF minimum réduit final se montera alors à 0 EUR.

Mère M

Mère M ne peut pas réduire son IF minimum puisque la totalité de la réduction supplémentaire de 460 EUR a déjà été utilisée par filiale B pour réduire son propre IF minimum.

En pratique, à quel IRC doit-on se référer lors de la réduction de l'IF minimum pour une société faisant partie d'un groupe intégré ?

Une société mère et sa filiale forment une intégration fiscale pour les années d'imposition 2016 à 2020. Ainsi, le résultat fiscal global des deux sociétés sera repris dans le chef de la société mère de 2016 à 2020 aux fins de l'IRC et de l'ICC.

L'IF minimum 2015 et 2016 pourra seulement être réduit par la cote d'IRC due à titre individuel par chacune des sociétés intégrées respectivement au titre des années 2014 et 2015.

En effet, en 2015, il n'y avait pas d'intégration fiscale et donc pas de cote d'IRC du groupe intégré auquel faire référence pour la réduction de l'IF 2016.

L'IF minimum 2017 à 2021 pourra quant à lui être réduit par la cote d'IRC due par le groupe intégré pour les années d'imposition 2016 à 2020. Le fait que les sociétés visées ne fassent éventuellement plus partie d'un groupe intégré en 2021 est sans impact, un IRC a bien été calculé au niveau du groupe intégré en 2020.

RÉFORMES FISCALES 2016

1. De nouvelles règles anti-abus pour le régime mère-filiales européen

Pour rappel, les dispositions de la directive visent à éviter la double imposition des dividendes au sein des pays membres de l'UE en prévoyant :

- d'une part, l'exonération des dividendes reçus par les sociétés luxembourgeoises en lien avec leurs participations détenues dans des filiales éligibles résidentes dans l'UE ;

- d'autre part, l'exonération de retenue à la source sur les dividendes payés par les sociétés luxembourgeoises à leurs sociétés mères éligibles résidentes dans l'UE.

Or, dans le cadre du plan BEPS de l'OCDE⁽⁴⁾, de récents amendements ont été apportés à la directive mère-filiales (via les directives du Conseil 2014/86/UE et 2015/121/UE) de façon à prévenir une utilisation abusive de celle-ci concernant les dividendes distribués ou reçus après le 31 décembre 2015. Ces mesures ont été transposées au Luxembourg de façon à entrer en vigueur, de façon analogue à la directive, pour les dividendes distribués ou reçus après le 31 décembre 2015.

Le champ d'application de ces nouvelles règles est toutefois réservé aux situations intra-européennes, le régime mère-filiales luxembourgeois étant plus large que le régime de la directive puisqu'il englobe également les situations impliquant des Etats non membres de l'UE.

Mesure anti-hybrides

Cette disposition vise spécifiquement les instruments financiers présentant des caractéristiques propres à la fois au capital social et aux dettes. Ces instruments étaient en effet souvent utilisés afin d'obtenir un double avantage fiscal dans les situations transfrontalières. Ainsi, le même paiement pouvait d'une part bénéficier d'une déduction en tant qu'intérêt (payé dans l'Etat membre de la filiale) et, d'autre part – via l'utilisation des dispositions de la directive – d'une exonération en tant que dividende (reçu dans l'Etat membre de la société mère).

Désormais, l'exonération des dividendes payés à des sociétés mères luxembourgeoises devra être refusée si ce paiement était déductible dans l'Etat de la filiale résidente d'un autre Etat membre de l'UE.

Mesure générale anti-abus

La clause générale anti-abus prévoit quant à elle un niveau d'harmonisation minimal entre les Etats membres dont le but est d'empêcher l'usage abusif des dispositions de la directive.

De manière générale, les avantages offerts par le régime mère-filiales concernant les dividendes ne seront pas accordés lorsque ceux-ci sont alloués dans le cadre d'un montage ou une série de montages « non authentiques » au regard de l'ensemble des faits et circonstances pertinents, c'est-à-dire n'étant pas mis en place pour des motifs commerciaux valables qui reflètent la réalité économique.

Ainsi, l'exonération des dividendes reçus pourra également être refusée sur cette base. Parallèlement, une retenue à la source pourra être appliquée sur les dividendes distribués.

Sont particulièrement visées les sociétés de gestion de participations interposées dans un but principalement fiscal, comme l'illustre l'exemple ci-dessous.

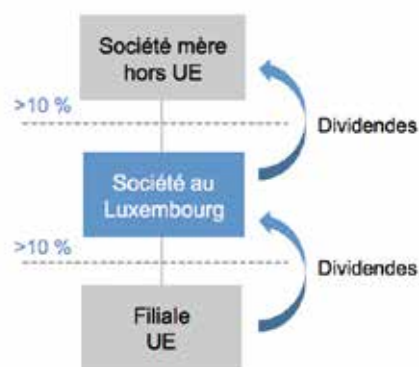
Exemple : montage non authentique

La mesure générale anti-abus du régime mère-filiales luxembourgeois ne concerne en principe que les dividendes versés entre sociétés européennes. Elle produit toutefois indirectement des effets en dehors de l'UE.

Il arrive en effet fréquemment qu'une société luxembourgeoise soit interposée entre une filiale située dans l'UE et une société mère localisée hors de l'UE. En effet, le régime mère-filiales luxembourgeois étant plus large que régime européen, l'interposition

d'une société luxembourgeoise permet d'éviter la retenue à la source étrangère qui serait opérée sur les dividendes s'ils étaient directement versés par la filiale UE à la société mère hors UE.

Les dividendes remontant de la filiale UE à la société luxembourgeoise puis de la société luxembourgeoise à la mère hors UE seront en effet exonérés de retenue à la source. Les dividendes reçus par la société au Luxembourg sont exonérés.



Toutefois, dans les cas où la société luxembourgeoise a une substance minimale (une adresse de domiciliation/un administrateur résident luxembourgeois) et est interposée dans un but principalement fiscal (pas de raisons économiques/activité de pure détention d'une seule participation), celle-ci pourrait être qualifiée de non authentique et ignorée par le Luxembourg/l'Etat membre du siège de la filiale.

Dans ce cas, une retenue à la source serait applicable entre la filiale UE et la société luxembourgeoise/la société luxembourgeoise et la société mère hors UE tandis que l'exonération des dividendes reçus pourrait être refusée au Luxembourg.

Qu'entend-on par raisons économiques ? Par exemple, la localisation au Luxembourg du principal client/fournisseur du groupe, qui justifie l'implantation d'une société au Luxembourg. L'optimisation fiscale en elle-même n'est pas prohibée mais ne doit pas être le moteur principal de l'interposition de la société au Luxembourg. Une société ayant une fonction économique avec du personnel suffisant et qualifié renforce également la substance économique de la société luxembourgeoise et du montage en tant que tel.

2. Une refonte du régime des droits de propriété intellectuelle

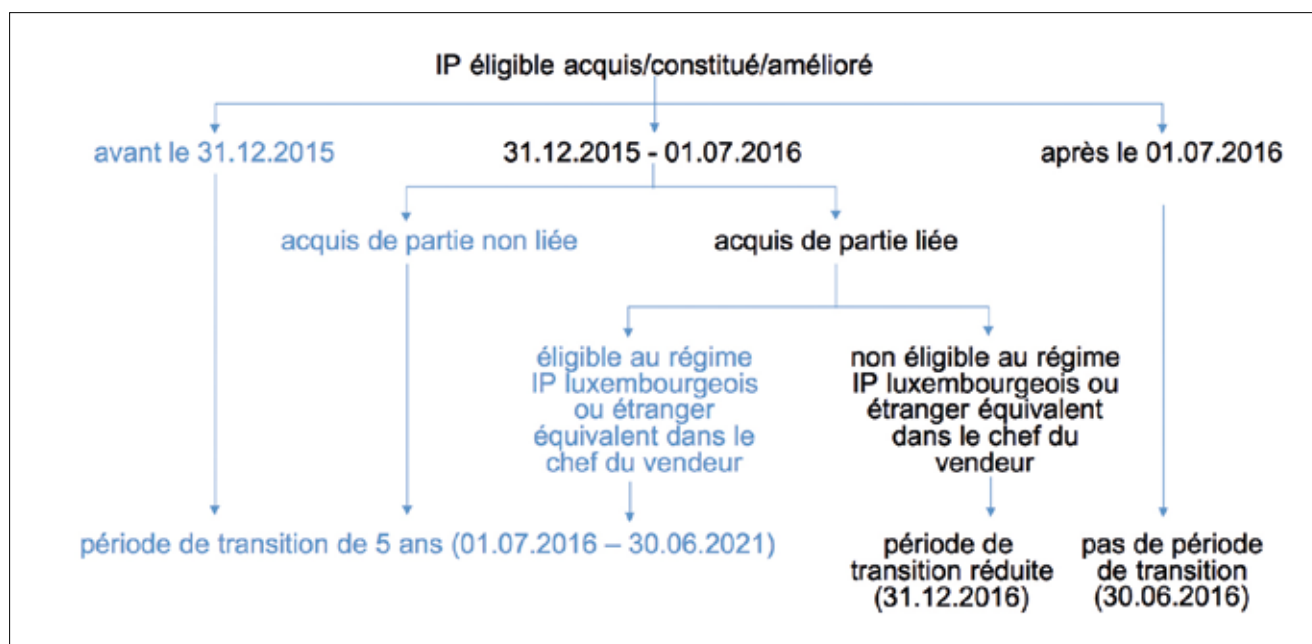
Dans le cadre du projet BEPS de l'OCDE, le régime fiscal applicable aux droits de propriété intellectuelle a été aboli au 1^{er} juillet 2016 au titre de l'IRC et de l'ICC (au 1^{er} janvier 2017 au titre de l'IF). Ce régime dérogatoire prévoyait l'exonération de 80 % des royalties nettes et plus-values nettes au titre de l'IRC et de l'ICC, résultant des droits intellectuels éligibles.

Les droits acquis ou développés avant le 1^{er} juillet 2016 peuvent cependant bénéficier d'une période de transition de 5 ans jusqu'au 30 juin 2021 (1^{er} janvier 2021 pour l'IF). La période de transition pour les droits acquis de parties liées⁽⁵⁾ après le 31 décembre 2015 est cependant limitée au 31 décembre 2016, excepté dans le cas où ces droits bénéficiaient du régime fiscal actuel (ou d'un régime étranger similaire) au niveau du vendeur.

A noter qu'un échange automatique d'informations concernant l'identité des contribuables qui continuent de bénéficier du régime sous la période transitoire est prévu pour les droits de propriété intellectuelle acquis ou développés après le 6 février 2015.

L'annonce d'un nouveau régime conforme aux lignes directrices de l'OCDE, privilégiant une substance accrue des sociétés détenant de tels droits de propriété intellectuelle (activités de recherche et développement) reste attendue.

Schéma récapitulatif de la refonte du régime des droits de propriété intellectuelle (IP)



3. Un régime d'intégration fiscale plus étendu

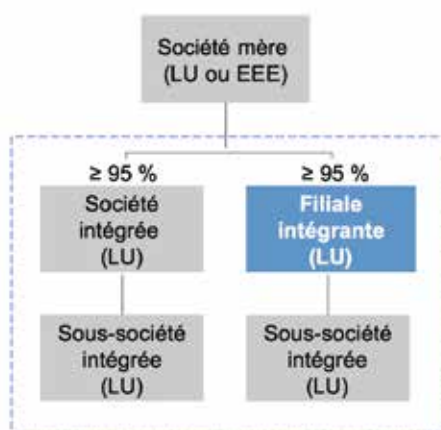
Pour rappel, les filiales luxembourgeoises détenues au minimum à 95 % par une même société mère (résidente fiscale au Luxembourg) pouvaient uniquement opter pour une intégration fiscale dite « verticale », c'est-à-dire une intégration incluant lesdites filiales ainsi que la société mère dans le chef de laquelle les résultats sont consolidés.

Parmi la série de réformes fiscales votées en fin d'année 2015, le Luxembourg a introduit la possibilité d'une intégration fiscale « horizontale » permettant à des sociétés sœurs de former un groupe intégré sans que leur société mère – luxembourgeoise ou résidente d'un Etat de l'Espace Economique Européen (EEE)⁽⁶⁾ – n'en soit elle-même membre (sous certaines conditions). Cette possibilité est disponible dès l'année d'imposition 2015. Dans ce dernier cas, les résultats du groupe sont alors consolidés au niveau d'une des filiales : la société hiérarchiquement la plus proche de la société mère non intégrante. Si plusieurs sociétés sont éligibles, le groupe peut désigner la société de son choix. Il restera toutefois lié par ce choix pour toute la durée de l'intégration.

Exemple :

dans le cas présent, la société intégrée et la filiale intégrante sont toutes deux éligibles pour jouer le rôle de société intégrante du groupe car elles sont les sociétés les plus proches de la société mère dans la structure.

Les résultats du groupe sont ici consolidés dans le chef de la filiale intégrante,



conformément au choix du groupe, et ce pendant toute la durée de l'intégration.

Les résultats du groupe ne doivent en aucun cas être consolidés dans le chef des deux sous-sociétés intégrées.

4. Un sursis de paiement élargi aux transferts de siège effectués hors EEE

Pour rappel, le Luxembourg offre la possibilité de bénéficier d'un sursis de paiement de l'impôt sur les plus-values latentes réalisées suite au transfert de siège d'une société luxembourgeoise vers l'étranger, à condition que cet Etat soit membre de l'EEE.

Ce sursis de paiement est accordé sous certaines conditions. Notamment, le contribuable se doit de conserver la propriété des biens transférés et de la documenter annuellement. Ces mesures ont pour objectif d'assurer une imposition différée au Luxembourg.

Or, depuis l'année d'imposition 2016, le bénéfice de ce sursis de paiement a été élargi à tous les Etats étrangers (hors EEE). Il est depuis uniquement nécessaire qu'une convention contre la double imposition comprenant une clause relative à l'échange d'informations sur demande soit en vigueur entre le Luxembourg et l'Etat hors EEE concerné. Cette clause doit également être substantiellement similaire à l'article 26(1) du modèle de convention OCDE.

En cas de restructuration faisant suite au transfert de siège (telle qu'une fusion ou scission), il est également prévu que le sursis de paiement reste applicable tant que la société bénéficiaire respecte les obligations du contribuable luxembourgeois initial liées au sursis (notamment le paiement de la dette fiscale).

RÉFORMES FISCALES PRÉVUES POUR L'ANNÉE 2017

Suite aux annonces du gouvernement luxembourgeois du 29 février dernier, un projet de loi n° 7020 a été déposé le 26 juillet 2016 par le gouvernement afin de mettre en œuvre les réformes fiscales prévues pour l'année 2017.

1. La diminution des taux d'IRC

Les sociétés luxembourgeoises ayant leur siège à Luxembourg-Ville sont actuellement soumises à un taux d'imposition cumulé de 29,22 %. Ce taux cumulé comprend l'IRC à hauteur de 21 %⁽⁷⁾ et sa majoration en faveur du fonds pour l'emploi de 7 % ainsi que, pour les sociétés ayant leur siège à Luxembourg-Ville, l'ICC à hauteur de 6,75 %.

Si les taux d'ICC restent du ressort des communes et si la majoration en faveur du fonds pour l'emploi restera en principe inchangée en 2017, le projet de loi prévoit en revanche une diminution progressive des taux de l'IRC à partir de 2017, en fonction du total du revenu imposable.

Année d'imposition 2017

Total du revenu imposable Taux applicable

≤ 25.000 EUR	Taux de 15 % applicable à la totalité du revenu imposable
25.001 EUR - 30.000 EUR	Montant forfaitaire de 3.750 EUR (15 % x 25.000 EUR) plus application d'un taux de 39 % sur la partie du revenu imposable dépassant 25.000 EUR
> 30.000 EUR	Taux de 19 % applicable à la totalité du revenu imposable → Taux global de 27,08 % pour une société ayant son siège à Luxembourg-Ville

Exemple : une société réalise en 2017 un revenu imposable se montant à 28.000 EUR.

$$\text{IRC 2017} = 3.750 \text{ EUR} + (39 \% \times 3.000 \text{ EUR}) = 4.920 \text{ EUR}$$

Années d'impositions 2018 et suivantes

Total du revenu imposable Taux applicable

≤ 25.000 EUR	Taux de 15 % applicable à la totalité du revenu imposable
25.001 EUR - 30.000 EUR	Montant forfaitaire de 3.750 EUR plus application d'un taux de 33 % sur la partie du revenu imposable dépassant 25.000 EUR
> 30.000 EUR	Taux de 18 % applicable à la totalité du revenu imposable → Taux global de 26,01 % pour une société ayant son siège à Luxembourg-Ville

Exemple : une société réalise en 2018 un revenu imposable se montant à 45.000 EUR.

$$\text{IRC 2018} = 45.000 \text{ EUR} \times 18 \% = 8.100 \text{ EUR}$$

2. La limitation dans le temps du report des pertes fiscales

Le caractère reportable des pertes fiscales permet de compenser les pertes générées par une société avec les bénéfices réalisés par celle-ci lors d'un exercice postérieur. A l'heure actuelle, ces pertes sont reportables de manière illimitée dans le temps et quant à leur montant.

Or, le projet de loi prévoit que, pour les pertes réalisées au cours des exercices d'exploitation clôturant après le 31 décembre

2016, ce report dans le temps soit limité à 17 années d'imposition aux fins de l'IRC et de l'ICC. En revanche, contrairement aux annonces initiales du gouvernement, aucune limitation n'est appliquée quant au montant des pertes imputables chaque année.

Cette règle risque d'impacter tout particulièrement les sociétés immobilières, souvent déficitaires lors de la réalisation de nouveaux investissements, du fait de la conjonction de la déduction des intérêts d'emprunt, des amortissements et des frais de fonctionnement.

La raison invoquée par le législateur dans l'exposé des motifs du projet de loi est que l'on peut s'attendre à ce qu'une société soit en mesure de compenser une perte générée par le passé endéans ce délai de 17 années d'imposition si son activité est réellement viable.

Le commentaire des articles du projet de loi précise que, pour l'application de cette règle, on considère qu'un exercice comptable de moins de 12 mois compte comme un exercice entier.

Comme indiqué précédemment, **cette limitation du report des pertes dans le temps n'est toutefois pas applicable aux pertes réalisées au cours des exercices d'exploitation clôturés pendant la période comprise entre le 1^{er} janvier 1991 et le 31 décembre 2016**, les pertes en question restant indéfiniment reportables.

Il est également formellement précisé que les pertes reportables doivent être déduites dans l'ordre d'ancienneté (les pertes les plus anciennes en premier).

Exemple : une société luxembourgeoise génère une perte de 300.000 EUR au cours de l'année 2016 (exercice clôturant le 31.12.2016). Elle génère encore une perte de 500.000 EUR au cours l'année 2017 (exercice clôturant le 31.12.2017).

Lors de la réalisation d'un bénéfice de 200.000 EUR en 2018 (exercice clôturant le 31.12.2018), la perte réalisée en 2016 devra être utilisée en premier lieu. Le reste de cette perte de 2016 (100.000 EUR) reste imputable de manière illimitée dans le temps. En revanche, la perte de 2017 (500.000 EUR) ne sera déductible que jusqu'à la clôture de l'exercice 2034.

Par ailleurs, il est rappelé que seul le contribuable ayant subi une perte est autorisé à la porter en déduction, à l'exception toutefois du cas où une personne physique reprendrait, suite à une transmission par succession, une entreprise présentant des pertes.

3. Réserve quinquennale en cas de fusion et transfert de siège

Comme décrit précédemment dans le cadre de l'examen de la réforme 2016 de l'IF, les sociétés luxembourgeoises peuvent, si elles le souhaitent, bénéficier d'une réduction de l'IF normal via la constitution d'une réserve devant obligatoirement être conservée pendant une durée minimale de 5 ans.

Le projet de loi vient clarifier les conséquences d'une dissolution prématurée de cette réserve.

Il est précisé que, lorsqu'une société est dissoute avant l'expiration de cette période, la cote d'IF de la société augmente dès l'année d'imposition de clôture de la liquidation.

Par exception, la cote d'IF due par la société n'augmentera pas dans les cas suivants :

- lorsque l'actif social est transmis à une ou plusieurs autres personnes, dans le cadre d'une fusion, indépendamment du



fait que les actifs et passifs soient transférés à la valeur de marché ou à la valeur comptable (sous le régime de faveur) ;

- lorsque la société a transféré son siège social et son administration centrale à l'étranger et cesse d'être contribuable résident.

Dans ces deux cas, il est alors simplement nécessaire que la réserve soit reconduite ou continuée par la société absorbante ou la société étrangère jusqu'à expiration de la période initiale de 5 ans.

4. Report de l'amortissement linéaire dans le temps

Le projet de loi vise à introduire la possibilité de reporter l'amortissement linéaire dans le temps et, au plus tard, jusqu'à l'exercice d'exploitation au cours duquel prend fin la durée usuelle d'utilisation du bien concerné. Ce régime, qui existe déjà de façon similaire dans plusieurs autres Etats européens, vise principalement à offrir plus de flexibilité aux contribuables et à améliorer ainsi le climat d'investissement.

A priori, les sociétés optant pour cette possibilité déclareraient donc un bénéfice imposable plus élevé et seraient soumises à un IRC plus important. Toutefois, selon le système de réduction de l'IF, payer de l'IRC permet aussi au contribuable de réduire son IF via la constitution d'une réserve quinquennale, ce qui n'est pas possible pour une société au résultat fiscal déficitaire.

Ce système permet aussi d'éviter la création de pertes fiscales, dont le report est désormais limité dans le temps, afin de privilégier les amortissements lors d'années suffisamment bénéficiaires.

Il ne s'agit pas pour autant, comme le souligne l'exposé des motifs du projet de loi, d'un outil visant à diminuer la charge d'impôts globale du contribuable. La constitution d'une réserve IF obéit ainsi à des règles dérogatoires en cas de recours à un report des amortissements. En effet, l'IRC de référence est alors celui après imputation des bonifications d'impôts, alors que la règle générale fait référence à l'IRC avant imputation des bonifications d'impôts, au montant potentiellement plus élevé.

5. Augmentation des taux de la bonification d'impôts pour investissement

Les taux de la bonification d'impôts pour investissement sont revus à la hausse.

- Bonification pour investissement complémentaire : augmentation de 12 % à 13 %.
- Bonification pour investissement global :
 - tranche d'investissement ≤ 150.000 EUR : augmentation de 7 % à 8 % ;
 - tranche d'investissement > 150.000 EUR : 2 % (pas de changement).
- Bonification pour investissement global concernant les immobilisations à impact environnemental agréées pour être admises à un amortissement spécial :
 - tranche d'investissement ≤ 150.000 EUR : augmentation de 8 % à 9 % ;
 - tranche d'investissement > 150.000 EUR : 4 % (pas de changement).

Enfin, conformément à l'arrêt *Tankreederei* rendu par la CJUE le 22 décembre 2010 ainsi qu'à la circulaire du directeur des contributions n° 152bis/4 en ayant découlé, le projet de loi actuel codifie le fait que la bonification d'impôts pour investissement est également octroyée aux biens éligibles mis en œuvre sur le territoire de l'EEE, sous réserve que ces investissements soient inscrits au bilan d'un établissement luxembourgeois.

Par ailleurs, la bonification d'impôts sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs est étendue jusqu'au 31 décembre 2019.

6. Le remploi des plus-values de conversion monétaire

Depuis plusieurs années déjà, les établissements de crédit, sociétés d'assurances et de réassurances ainsi que les sociétés actives dans le commerce d'actifs monétaires et financiers bénéficient d'une mesure de faveur leur permettant de reporter dans le temps la charge fiscale résultant de la conversion en EUR des actifs libellés dans la même monnaie étrangère que le capital social.

Le projet de loi prévoit désormais que cette possibilité sera offerte à toutes les sociétés luxembourgeoises dont le capital social n'est pas libellé en EUR.

Ainsi, la plus-value de conversion monétaire réalisée sur certains actifs investis dans la devise étrangère du capital social pourrait être transférée sur un autre bien investi dans cette même devise. Elle ferait alors l'objet d'une immunisation temporaire similaire au mécanisme du remploi.

La plus-value ainsi immunisée réduirait alors à due concurrence le prix d'acquisition ou de revient du bien sur lequel elle serait transférée. Cette réduction serait matérialisée par l'inscription d'un poste de passif « plus-value de conversion » équivalent au montant de la plus-value immunisée.

Cette possibilité serait octroyée sur demande écrite adressée à l'Administration des Contributions Directes au plus tard 3 mois avant la fin du 1^{er} exercice pour lequel l'application serait demandée. Ce délai est étendu jusqu'à la fin du 1^{er} exercice d'exploitation pour lequel l'application est demandée dans le cas où la société serait créée en cours d'année.

Par exception, pour l'année d'imposition 2016, la demande serait à déposer avant le 1^{er} juillet 2017.

On peut noter que ces dispositions concernent principalement les sociétés tenant des comptes en monnaie étrangère mais qui n'ont pas choisi de déterminer leur revenu imposable dans cette monnaie étrangère (« *foreign currency used as functional currency* »).

7. Abolition du droit d'enregistrement de 0,24 % relatif à l'apport/la cession de créances

A compter de 2017, les actes notariés documentant l'apport/le transfert de créances seront hors champ d'application du droit d'enregistrement de 0,24 %.

8. Fraude fiscale

Trois formes de fraude fiscale seront désormais reconnues à partir du 1^{er} juillet 2017 aussi bien en matière d'impôts directs (IRC, impôt commercial communal, IF) qu'en matière d'impôts indirects (TVA, droits d'enregistrement et de succession) :

- la fraude fiscale simple poursuivie et sanctionnée administrativement par l'administration fiscale compétente en la matière.

Un contrôle juridictionnel effectué par les tribunaux judiciaires ou administratifs est également prévu ;

- la fraude fiscale aggravée, nouvellement introduite, est poursuivie pénalement et sanctionnée par les tribunaux judiciaires. Le caractère de gravité s'apprécie en fonction du montant d'impôt éludé qui doit être significatif. On utilise des seuils afin de déterminer si un montant est ou non significatif : soit en montant absolu soit en rapport avec l'impôt annuel dû ;
- l'escroquerie fiscale a un caractère de gravité supplémentaire. On parle de l'emploi systématique de manœuvres frauduleuses dans l'intention de dissimuler à l'administration fiscale des faits pertinents ou encore de la persuader de faits inexacts.

L'introduction de seuils clairs pour chacune des infractions susmentionnées permet de garantir une qualification objective de ces derniers.

On peut enfin souligner que le projet de loi propose que la fraude fiscale aggravée et l'escroquerie fiscale soient reprises dans la liste des infractions primaires au blanchiment de capitaux, ce qui consacre ainsi la reconnaissance du blanchiment de fraude fiscale au Luxembourg, conformément aux recommandations du GAFI. ✓



Delphine Deichtmann

IF Group

- (1) Ou IRC normal *théorique* si la société était redevable de l'IRC minimum en 2015.
- (2) Par exception, à partir de 2017 et en cas d'adoption du projet de loi, si le contribuable a opté pour l'amortissement différé décrit au point 4 de la section C, la réduction est limitée à 5 fois le montant de l'IRC de l'année précédente (contribution au fonds pour l'emploi incluse et après imputation des bonifications d'impôts).
- (3) Même si l'étape 2 révèle que l'IF normal sera applicable, l'étape 3 reste nécessaire pour déterminer le montant du 2^e butoir (IF minimum réduit) utile aux fins de la constitution de la réserve quinquennale.
- (4) Base Erosion and Profit Shifting / plan de lutte contre l'érosion de la base imposable et le transfert de bénéfices.
- (5) Entreprises liées au sens de l'article 56 LIR.
- (6) L'EEE comprend les Etats membres de l'UE, l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège.
- (7) 20 % pour les sociétés dont le revenu imposable n'excède pas 15.000 EUR.